

Interviews de M. Jacques Chirac, Président de la République, à la télévision publique néerlandaise "Tros" le 22 février 2000 et dans le journal "Nrc Handelsblad" le 26 février, sur sa prochaine visite d'Etat aux Pays-Bas, les relations entre la France et les Pays-Bas, sa vie privée, l'extrême droite au pouvoir en Autriche, l'élargissement de l'Union européenne, la défense européenne et le gaullisme.

QUESTION - Monsieur le Président de la République, je me sens dépositaire d'une espérance, parce que les Néerlandais voudraient bien savoir qui vous êtes et quelles sont vos idées.

LE PRESIDENT - C'est avec plaisir que je vais vous répondre.

QUESTION - J'espère. Il va sans dire que les relations, ces deux dernières années, entre les deux pays se sont améliorées. C'est le cas ? C'est ce qu'on peut dire ?

LE PRESIDENT - Les Hollandais sont des gens de caractère, les Français aussi. Alors parfois, naturellement, il peut y avoir quelques difficultés. Elles sont toujours passagères et il est exact de dire que depuis quelques années, nos relations politiques, économiques, culturelles, notamment dans le cadre de la construction européenne, sont excellentes.

QUESTION - On parle tout le temps de la drogue, c'est toujours le premier sujet entre les deux pays. On a du conclure qu'entre la justice et la police françaises et néerlandaises, la coopération est très étroite maintenant. Est-ce que ça veut dire également que, personnellement, vous avez une attitude, disons, plus positive à l'égard de l'approche néerlandaise ?

LE PRESIDENT - On pourrait dire : à côté de tous les sujets, parmi lesquels, par ailleurs, nous sommes d'accord et qui sont très nombreux, il y en a un seul sur lequel nous avons une divergence de vues, c'est la drogue. Il est vrai que des progrès importants ont été faits, notamment sous l'impulsion du Premier ministre hollandais, Monsieur Wim Kok, qui pour moi est un ami et quelqu'un pour qui j'ai beaucoup d'estime, et qui nous ont permis notamment une très bonne coopération douanière, policière.

QUESTION - Parce que ça va très bien maintenant ?

LE PRESIDENT - Oui, non seulement ça va très bien, mais je dirai que ça va de mieux en mieux. Alors, il n'en reste pas moins que nous avons deux approches différentes sur ce problème, alors continuons à en parler. C'est tout à fait légitime entre membres d'une même famille.

QUESTION - Donc il n'y a pas, disons, une sorte d'évolution de votre approche personnelle vis à vis de la manière dont les Pays-Bas traitent de la drogue ?

LE PRESIDENT - Moi, je fais partie, comme la plupart des pays de l'Union européenne, de ceux qui pensent que toutes les drogues, douces ou dures, doivent être éliminées. Alors, chacun a ses arguments dans ce domaine. Il est vrai que ce n'est pas l'approche hollandaise.

Nous essayons de convaincre nos amis hollandais des dangers que représente la drogue pour la jeunesse. pour une société. pour les valeurs auxquelles nous sommes attachés. Et voilà. nous

jeunesse, pour une société, pour les valeurs auxquelles nous sommes attachés. Et cela, nous progressons petit à petit.

QUESTION - Pour terminer ce sujet, ce n'est plus un sujet de polémique, disons...

LE PRESIDENT - Cela ne doit pas être un sujet de polémique. Les choses sérieuses ne doivent pas faire l'objet de polémique. Elles doivent faire l'objet d'une étude commune, de bonne foi, pour essayer de trouver les meilleures solutions possibles.

QUESTION - Pendant votre visite officielle, vous aurez un hôtel au centre d'Amsterdam, donc vous aurez la possibilité de voir de près un coffe shop. Vous allez le faire ?

LE PRESIDENT - Non, parce que je n'ai pas ce genre de curiosité et je ne suis pas client. Mais en revanche, je verrai bien d'autres choses à Amsterdam, qui est une ville que j'aime beaucoup et que je connais bien, où je suis souvent allé.

QUESTION - Vous y étiez lorsque vous aviez 19 ans, si je suis bien informé ?

LE PRESIDENT - Oh ! J'y suis allé très souvent. Oui. J'y suis allé pour voir l'architecture, pour voir les musées, pour voir tout ce qui est superbe dans cette grande tradition culturelle de la Hollande. Et puis aussi parce que j'aimais bien les jeunes Hollandais ou Hollandaises que je rencontrais à l'époque, j'avais 19 ou 20 ans.

QUESTION - Il y a une chose surprenante néanmoins entre les deux pays : c'est toujours notre destination préférée pour les vacances, il y a pas mal de Néerlandais qui achètent une maison secondaire en France

LE PRESIDENT - Et il y a beaucoup de Français qui vont passer leurs vacances en Hollande.

QUESTION - Voilà, exactement. Mais c'est le seul pays européen parmi les Quinze pour lequel on a toujours de la critique, aux Pays-Bas. Qu'il s'agisse des essais nucléaires, des problèmes de Cees Priem et des cyclistes, des barrages routiers. Qu'est-ce qui ne va pas entre les deux pays ? C'est une différence de culture ?

LE PRESIDENT - Non. Je vous l'ai dit tout à l'heure. Les Hollandais sont des gens de caractère et les Français aussi. Et quand, dans une famille, vous avez deux frères qui ont du caractère, cela ne les empêche pas de s'aimer, cela ne les empêche pas, dans les moments difficiles, d'être solidaires, mais cela conduit régulièrement à quelques éclats ou difficultés.

QUESTION - Je peux très bien m'imaginer qu'un des objectifs de la visite officielle est de vous faire connaître et de faire comprendre la France peut être encore un tout petit peu mieux que jusqu'à présent. Pour vous, personnellement, qu'est ce qui est plus important : de vous faire aimer ou de vous faire comprendre ?

LE PRESIDENT - Je crois que lorsqu'on assume une responsabilité politique, l'essentiel c'est de se faire comprendre. Alors, si en plus, on peut se faire aimer, tant mieux.

QUESTION - Qui se fait comprendre se fait aimer, normalement.

LE PRESIDENT - Oui. Mais il faut d'abord se faire comprendre.

QUESTION - Vous étiez plus ou moins fils unique et enfant gâté. C'est vrai ?

LE PRESIDENT - Je crois que l'on peut dire cela. Fils unique, il n'y a aucun doute, et enfant gâté, je crois qu'on peut le dire aussi.

QUESTION - Mais votre père était exigeant, on peut peut-être même dire du genre formaliste ?

LE PRESIDENT - Il était assez sévère, oui. Mais il avait également l'esprit ouvert.

QUESTION - Qu'est-ce qu'il attendait de son fils ? Il en a parlé avec vous ?

LE PRESIDENT - Il n'a jamais pesé sur mes décisions en ce qui concerne mon orientation.

QUESTION - Un jour votre femme Bernadette a dit sur votre fille : Claude, elle est une vraie Chirac. Cela veut dire quoi être une vraie Chirac ?

LE PRESIDENT - Oh ! Je ne sais pas exactement ce à quoi elle pensait dans ce domaine. Je la soupçonne d'avoir dit cela en faisant allusion au caractère, qui également est un peu affirmé, de ma fille Claude.

QUESTION - Maintenant, vous avez passé plus de trente ans dans la politique, cela vous a rendu heureux ?

LE PRESIDENT - Oui, oui, j'ai eu des réussites et des échecs, comme tout le monde, mais globalement je me suis passionné pour ce que je faisais et je suis heureux de l'avoir fait.

QUESTION - Si l'on passe à quelques sujets politiques : vous avez fort critiqué ce qui se passe en

Autriche. Etait-ce dû également au fait que les citoyens français s'attendaient à une vive réaction de votre part parce qu'ils pensent tout le temps à Le Pen, où est-ce que vous voyez véritablement un danger avec des dimensions réelles ?

LE PRESIDENT - Oui, je vois un danger. Et puis c'est aussi un problème de principes.

Je vois un danger dans la mesure où il existe toujours dans le monde, dans toutes les sociétés, des ferments d'intolérance. C'est un peu dans la nature de l'homme et c'est ce qui est à l'origine des guerres, depuis l'antiquité, depuis les temps les plus anciens. Il y a un ferment d'intolérance chez l'homme. Tout doit être fait dans une société civilisée pour étouffer ce ferment d'intolérance. Et nous avons toujours vu, lorsqu'on le laissait se développer, que cela pouvait comporter des dangers très grands. Alors nous l'avons connu, nous, en France, avec le phénomène de l'extrême droite qui aujourd'hui est, je dirais, en train de disparaître. Nous l'avons connu, et donc peut-être nous l'apprécions mieux que d'autres.

L'Autriche, il faut bien comprendre que je n'ai rien, naturellement, contre l'Autriche. C'est un pays que j'aime beaucoup, qui apporte beaucoup à l'Europe, mais l'Autriche, quand elle a adhéré à l'Union européenne, a accepté les valeurs, le socle de valeurs, c'est-à-dire les valeurs de l'humanisme, sur lequel est fondée notre Union européenne.

L'Union européenne a été faite au départ pour éliminer tout risque de guerre, pour affirmer la démocratie et pour créer le rejet de l'intolérance, le refus de l'intolérance. Les dirigeants autrichiens se sont trouvés dans une situation où ils ont eu un comportement qui n'était pas conforme à l'engagement moral, en quelque sorte, pris par l'Autriche lorsqu'elle est entrée dans l'Union.

QUESTION - Ils ont rompu, disons, le contrat de confiance, c'est ce qu'on peut dire ?

LE PRESIDENT - Oui. Enfin, ils se trouvent en situation d'être en contravention avec le contrat de confiance. Et donc, il est légitime que les quatorze autres pays marquent de façon claire leur refus de voir se développer les thèses extrémistes ou xénophobes dont l'un des partis au pouvoir aujourd'hui est porteur.

QUESTION - Néanmoins le plus grand chasseur des nazis, M. Simon Wiesenthal, vient de dire : le nom de Haider commence par un H et se termine par un R, mais ce n'est pas Hitler.

LE PRESIDENT - Ecoutez, je n'ai pas à porter de jugement sur M. Simon Wiesenthal, qui depuis très, très, très longtemps, lutte contre ceux qui ont été responsables de la Shoah, mais ce n'est pas non plus ma référence. Moi, je dis : il y a là une entorse portée à un climat de tolérance, aux valeurs d'humanisme, qui sont nos valeurs communes. Et ce n'est pas normal. Et il est donc légitime que les quatorze autres pays marquent clairement leur condamnation. D'ailleurs, permettez-moi de vous dire que cela a déjà eu un premier résultat. Cette condamnation unanime des quatorze a eu pour résultat que les deux partis actuellement au pouvoir ont accepté avant de prendre le pouvoir, avant d'être investis, de signer rapidement un préambule à leur programme dans lequel ils prétendent respecter les valeurs communes. Alors, il reste à voir si ce sera le cas, naturellement. Il faut être extrêmement vigilant, mais cela a tout de même été un premier pas.

QUESTION - Dernier point politique. Y a-t-il un très grand danger, maintenant, qui menace l'intérêt des citoyens européens, qu'ils perdent le reste de confiance dans les politiciens européens à cause de toutes ces fautes commises dans les partis politiques. On le voit dans plusieurs pays. Nous pensons à l'affaire Kohl, par exemple. Vous le voyez comme un danger qui menace la confiance que les citoyens ont dans leurs politiciens ?

LE PRESIDENT - Je crois que le danger existe mais je crois que nous sommes en train de sortir de la période dangereuse. Je m'explique : pendant longtemps, la démocratie avait besoin de partis politiques et les partis politiques avaient besoin de moyens pour faire campagne, pour s'exprimer. Comme ils n'avaient aucune ressource officielle prévue, alors, et que leurs cotisations n'étaient pas suffisantes, il y a eu certainement ici ou là des erreurs graves commises.

La réaction s'est faite un peu partout, par exemple en France, lorsque l'on a décidé de faire des lois spéciales sur le financement des partis politiques, et que l'on a ainsi bien séparé ce qui était permis et ce qui était condamnable.

QUESTION - Vous comprenez, les citoyens aux Pays-Bas, tout le monde maintenant,

véritablement, en parle dans les rues, nous devons vivre d'une façon impeccable. Alors que l'on voit les fautes commises par les politiciens et on voit dans les partis politiques que cela se passe comme cela ? Vous avez de la compréhension pour des réactions comme cela ?

LE PRESIDENT - Je comprends parfaitement ces réactions et, si j'ose dire, j'ai les mêmes. Ce que l'on découvre aujourd'hui ici où là, que je n'excuse en aucun cas, naturellement, qui se faisait généralement au profit de partis politiques, mais parfois au profit de personnes, tout cela, par la réglementation et la législation nouvelles, est en train de devenir impossible. Et cela c'est quelque chose de très positif.

QUESTION - Qu'est-ce que l'on peut apprendre de la Coupe du Monde en ce qui concerne le comportement des supporters, parce qu'on aura le championnat d'Europe aux Pays-Bas et en Belgique. Quelles leçons pouvons-nous tirer de vos expériences dans ce domaine ?

LE PRESIDENT - La première c'est que c'est un grand événement pour une Nation. La Coupe du Monde a été pour la France un événement extraordinaire où tous les Français se sont rassemblés.

QUESTION - On a chanté ici "We are the champions", ce n'était pas en Français.

LE PRESIDENT - C'est pour vous montrer à quel point nous étions heureux !

Tous les Français se sont rassemblés autour de cet événement et aussi de cette victoire. Nous avons quand même eu au moins un incident grave, puisqu'un gendarme, M. Nivel, a été très grièvement blessé par des supporters ou des prétendus supporters, par des voyous. Mais nous avons tout de même, c'est vrai, mis en place un système de protection qui a été très efficace. Et ce que je peux dire, c'est qu'ayant fait cette expérience, je dirais relativement réussie, nous sommes naturellement tout prêts à donner toutes les idées que nous avons eues, tous les moyens que nous avons mis en oeuvre à nos amis hollandais pour cette grande manifestation que sera l'Euro 2000. Vous savez qu'en plus, la France et les Pays-Bas sont ensemble

QUESTION - Le 21 juin. Quel sera le résultat, Monsieur le Président ?

LE PRESIDENT - Je ne veux pas faire de polémique à l'avance. Je vous laisserai imaginer ce que j'espère...

QUESTION - Qu'espérez-vous de votre visite officielle aux Pays-Bas, quel doit en être le résultat pour vous, personnellement ?

LE PRESIDENT - J'y verrai des gens que je connais bien et que j'aime bien, pour qui j'ai de l'estime, à commencer par le Premier ministre, bien entendu, et par conséquent j'en suis heureux.

J'en suis heureux aussi parce que je pense que nous pourrons ensemble bien nous comprendre dans le cadre de la préparation de la Présidence française qui commence le 1er juillet. Et vous savez que, dans tous les grands moments, la France et les Pays-Bas se sont retrouvés la main dans la main, pratiquement toujours, dans les grandes échéances européennes. Et là, je voudrais donner un peu la primeur de ce que nous souhaitons être la Présidence française dans ses ambitions, et recevoir le conseil de nos amis hollandais sur la façon dont ils voient les choses pour que l'on puisse faire une synthèse utile et, une fois de plus, travailler ensemble la main dans la main pour la réussite de la Présidence française.

QUESTION - Pour terminer l'interview, je voudrais avoir votre réaction spontanée sur quelques noms. Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit lorsque vous entendez le nom d'Hans Van Mierlo ?

LE PRESIDENT - De l'admiration pour une intelligence vive et de la sympathie pour un homme parfois un peu étonnant mais toujours intéressant.

QUESTION - Guillaume Alexandre, notre Prince héritier ? Vous l'avez reçu ici

LE PRESIDENT - Beaucoup d'estime. Je l'ai reçu, effectivement, et j'ai passé un moment très agréable à l'écouter. Il est vraiment un modèle de jeune européen que j'estime et que j'admire.

QUESTION - Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit lorsque vous écoutez le nom de Martin ?

LE PRESIDENT - Ah ! C'est tout mon coeur qui s'émeut à ce moment-là. Pour vos auditeurs, je voudrais préciser que c'est mon petit-fils.

QUESTION - Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit, pour terminer cette interview, si vous écoutez le nom de Jacques Chirac ?

LE PRESIDENT - Eh bien je me dis qu'il y a encore beaucoup à faire mais que j'ai eu une vie qui m'a intéressé. Qui a été pleine d'événements et dont je suis heureux.

me intéresser, que à des problèmes et événements et dont je suis très conscient.

Merci beaucoup.

QUESTION - Quels sont les objectifs de votre visite d'Etat aux Pays-Bas ?

LE PRESIDENT - Ma visite d'Etat aux Pays-Bas n'est pas une visite diplomatique de routine.

J'attache une grande importance à ce voyage. Les Pays-Bas pour moi sont une grande et forte nation. C'est une nation qui compte dans le monde, c'est une nation qui compte en Europe, c'est une nation qui a une forte identité. C'est une nation qui est très attachée à son indépendance.

D'une certaine façon, la France a des caractéristiques un peu de la même nature. Par conséquent, le lien entre nos deux pays devrait être plus fort qu'il n'est aujourd'hui.

Alors, bien sûr, nous sommes deux peuples, si j'ose dire, qui ont du caractère. Et quand dans une famille il y a deux personnalités qui ont du caractère, il y a parfois des affrontements. Mais il peut aussi y avoir une forte solidarité fondée sur l'estime réciproque, sur la reconnaissance des qualités de l'autre, sur une vision commune dans bien des domaines. C'est un peu ces sentiments que je voudrais mettre en exergue à l'occasion de ce voyage.

J'ai toujours été frappé par le fait que nos premières relations ont été marquées par l'amitié et l'estime réciproques que se portaient Guillaume d'Orange et Henri IV. Ce n'est pas un hasard, l'Histoire n'est pas faite de hasards. C'est tout simplement parce que l'un et l'autre incarnaient, dans leur temps, ces qualités et peut-être ces défauts aussi, en tout cas cette forte personnalité qui caractérise nos deux peuples et nos deux nations. Si bien que, lorsque je vais aux Pays-Bas, j'ai le sentiment qu'au-delà des hommes, ce sont deux grandes nations qui vont se rencontrer et qui vont parler des problèmes de leur temps.

Je suis le premier chef d'Etat français à aller aux Pays-Bas depuis seize ans. Il y a eu souvent dans notre histoire commune, soit de l'indifférence, soit de l'irritation, soit de l'estime, et d'ailleurs il y a eu aussi des liens très forts qui se sont noués sur le plan aussi bien culturel et social qu'économique. Mais, depuis je dirai trois ans, depuis la période récente, je sens que ces liens se renforcent et en quelque sorte que nous nous reconnaissons. Entre 1992 et 1995, en trois ans, il y a eu trois visites ministérielles françaises aux Pays-Bas. Entre 1997 et 2000, il y a eu 24 visites de ministres français. C'est un signe. Il y a eu une volonté fortement exprimée, d'un côté par les autorités néerlandaises et notamment par le Premier ministre Wim Kok, qui est quelqu'un pour qui j'ai beaucoup d'estime et d'amitié, et de l'autre côté aussi, naturellement, par les autorités françaises et notamment par moi. Mais, là encore, ce n'est pas le hasard. Je dirai que ces sont les choses qui rentrent dans l'ordre.

Et tout naturellement, cette visite d'Etat, que j'ai souhaitée, à laquelle j'ai été invité, marque au fond à la fois ces sentiments d'estime et d'amitié, au-delà des sentiments moins forts qui ont pu prévaloir pendant un certain temps.

QUESTION - Est-ce que vous êtes préparé à être confronté à certaines déficiences d'image personnelle aux Pays-Bas ?

LE PRESIDENT - Je suis parfaitement conscient, et je disais tout à l'heure qu'il était naturel, entre peuples ayant des caractères affirmés, qu'il y ait soit de l'incompréhension, soit des irritations. Alors, je ne m'offusque pas des difficultés d'image que je peux avoir aux Pays-Bas. Ce que je voudrais essayer de faire comprendre aux Pays-Bas c'est que, sans rien renier de ma personnalité ou de mon ambition, sans rien renier des intérêts de la France, j'apporte tout simplement mon amitié. J'arrive en tendant la main au peuple néerlandais. Au-delà de cette considération que j'ai pour les Pays-Bas et que les Pays-Bas, au fond, ont pour la France, n'oublions pas, tout de même, que plus de 3 millions de vos compatriotes viennent passer leurs vacances en France et qu'énormément de Français vont chaque année admirer les trésors de la culture hollandaise. Cela, ce sont des réalités qui dépassent de beaucoup les petits froissements. C'est la réalité.

La réalité, c'est aussi que la France et les Pays-Bas ont des liens économiques qui sont extrêmement forts. Les Pays-Bas sont le septième exportateur mondial. Ils sont le premier investisseur étranger en France. La France représente plus de 10% des investissements étrangers en Hollande. Et puis, pour la France, qui a une certaine vision du monde, il est important de se concerter avec les Pays-Bas, de partager, si possible, avec les Pays-Bas cette vision du monde.

Les Pays-Bas sont une grande puissance, ils ont une envergure diplomatique importante, on le voit notamment par l'effort très important qu'ils font dans le domaine de l'aide publique au développement, on le voit aussi par la participation qu'ils prennent dans des opérations militaires de maintien de la paix. Ils sont actuellement membre du Conseil de sécurité des Nations-Unies, C'est une nation avec laquelle l'Europe doit compter sur le plan de sa vision internationale et de sa politique étrangère.

Vous voyez, il y a, qu'il s'agisse du tourisme ou des investissements, qu'il s'agisse de la culture ou de l'économie, il y a en réalité des liens forts, un intérêt réciproque et donc une amitié, une estime réciproques qui existent entre nos deux nations.

QUESTION - Aux Pays-Bas, on vous connaît surtout pour avoir repris les essais nucléaires français immédiatement après votre arrivée au pouvoir en 1995 et pour avoir critiqué à plusieurs reprises la politique néerlandaise de la drogue.

LE PRESIDENT - Je sais que la critique aux Pays-Bas a été vive quand j'ai repris, pour les terminer, les derniers essais nucléaires, que nous avions interrompus. Je l'ai fait parce qu'ils étaient nécessaires pour assurer la sécurité de notre force nucléaire de dissuasion et aussi, je dirai, sa pérennité, L'intérêt national français l'exigeait. Et je suis tout à fait persuadé que c'est un argument que peuvent parfaitement comprendre les Pays-Bas.

Mais j'ajoute que, ces essais terminés, notre objectif atteint, nous avons immédiatement tenu les engagements que j'avais pris. Nous avons définitivement arrêté nos essais nucléaires. Pour cela, nous avons fermé notre site d'essais nucléaires dans le Pacifique Sud., Nous avons signé le Traité portant interdiction des essais nucléaires, et donc nous nous sommes mis en position irréprochable au regard du souhait de nos amis hollandais. Donc j'imagine que ce contentieux est définitivement terminé.

La drogue, c'est un tout autre problème. Nous avons une approche différente. Je sais, et je respecte, le sentiment des Pays-Bas, si fortement attachés à leur identité et à leur indépendance. Cela les conduit à avoir des politiques qui sont les leurs dans le cadre de leur système social. Le modèle social hollandais est un modèle pour lequel j'ai beaucoup d'admiration, notamment depuis le pacte de Wassenaar. Mais il y a d'autres politiques qui, à mes yeux, comportent des inconvénients. Alors je ne porte pas de jugement sur les inconvénients que cela peut comporter pour les Hollandais, mais cela comporte des inconvénients pour les autres, et notamment pour les Français.

Alors, nous nous sommes expliqué très sérieusement, M. Wim Kok et moi, sur ce sujet. Nous l'avons fait comme des amis ou comme des membres d'une même famille qui ont un différend. Naturellement, cela ne va changer ni la position sur le fond de la Hollande, ni la position de la France, mais cela a eu un résultat extrêmement positif qui a été de mettre en oeuvre une coopération douanière, policière et judiciaire qui, aujourd'hui, peut être qualifiée d'exemplaire. Donc, sur le fond, nous gardons chacun nos convictions. Mais, dans la pratique, nous avons beaucoup progressé. Je crois que c'est la bonne approche.

QUESTION - Le moment est-il venu d'appliquer intégralement le traité de Schengen à la frontière nord de la France ?

LE PRESIDENT - Le moment n'est pas venu de lever la clause de sauvegarde prévue par les accords de Schengen. Pour dire la vérité, pour moi, c'est un peu une question de principes. Je pense qu'il devrait y avoir au sein de l'Europe des Quinze, sur la plupart des grands problèmes, une harmonisation progressive des politiques. Sur le point particulier de la drogue, ce n'est pas encore le cas. J'espère que, petit à petit, nous arriverons à un résultat positif. Je ne pense pas qu'il serait bon, pour la France, et dans le cas de notre propre politique dans ce domaine, de donner un signal qui pourrait être mal interprété.

Tout le monde connaît quelque part, dans une famille amie ou dans sa famille, des jeunes totalement réduits à l'esclavage et qui sont conduits parfois à la mort ou à des maladies graves, comme le Sida ou d'autres maladies infectieuses, à cause de la drogue. Et nous, nous ne pouvons pas accepter cela. Et c'est vrai que nous avons du mal à comprendre la philosophie des Pays-Bas. Mais vous remarquerez que sur tous les sujets qui nous occupent, bilatéraux, européens,

économiques, sociaux, culturels, militaires, internationaux, nous n'avons pratiquement que très peu de divergences entre nous.

Ceci étant, je ne crois pas que l'on puisse dire que la situation actuelle présente de gros inconvénients sur le plan de la circulation.

QUESTION - Est-ce qu'on peut parler de la politique étrangère européenne, et notamment de l'Autriche.

LE PRESIDENT - Vous savez, nous pensons que l'Europe, à l'origine, a été construite pour assurer la paix, en créant des liens forts entre les nations qui la composent. Pour faire en sorte qu'on ne revienne jamais aux horreurs du passé. Et puis, petit à petit, on en est venu au développement économique, au progrès social et à l'existence internationale.

Je pense que l'appartenance à cette Europe suppose l'adhésion à un certain nombre de valeurs qui sont, en réalité, je dirai, des valeurs de l'humanisme, notamment la tolérance, le respect des droits de chaque homme. Si bien que, sans vouloir faire la moindre ingérence dans les affaires intérieures de l'Autriche, sans porter un jugement sur le peuple autrichien qui, dans sa très grande majorité, n'a pas voté en faveur du parti en question, je crois qu'il n'est pas dans la nature de la cohésion européenne d'accepter qu'il y ait, dans un gouvernement de l'Europe des quinze, un parti qui est ouvertement extrémiste et xénophobe.

Vous savez, l'extrémisme et la xénophobie c'est, d'une façon ou d'une autre, une réaction latente dans tous les pays. Nous avons eu en France une extrême droite pendant très longtemps forte et que nous avons réussi à réduire. Tout récemment, José Maria Aznar me disait son inquiétude à l'égard des manifestations de type raciste qui ont eu lieu dans une petite ville du Sud de l'Espagne. C'est un phénomène latent, il faut y être très attentif. Il ne faut pas se mettre en situation de ne pas être très attentif à cela.

QUESTION - Est-ce que vous pouvez m'expliquer pourquoi il semble que la France et aussi la Belgique ont joué le rôle le plus fort dans ce combat ?

LE PRESIDENT - C'est peut-être ce que je vous disais tout à l'heure, cela tient au caractère des Français. Peut-être aussi est-ce parce que, pendant la guerre un peu plus que d'autres, nous avons souffert des conséquences du développement des extrémismes.

QUESTION - En supposant que le FPÖ de Haider ait obtenu davantage de voix que ce qu'il pourrait normalement revendiquer, parce que beaucoup d'Autrichiens en avaient assez des grandes coalitions gauche-droite d'après la guerre, le danger n'existe-t-il pas que les différents pays de l'Europe se mettent à juger leurs coalitions mutuelles ?

LE PRESIDENT - Je ne juge pas les Autrichiens. Je ne critique pas les Autrichiens. Je ne fais pas d'ingérence dans les affaires autrichiennes. Je dis simplement que des pays qui appartiennent à l'Union européenne doivent être extrêmement attentifs à ce que les valeurs sur lesquelles est fondée l'Union européenne ne soient pas mises en cause.

QUESTION - Iriez-vous en vacances en Autriche cette année ?

LE PRESIDENT - Je n'ai pas de projet dans ce sens.

QUESTION - Au mois de décembre, à Helsinki, il a été décidé de travailler sérieusement à l'élargissement de l'Union européenne vers l'Est et le Sud, y compris la Turquie. La Turquie est-elle une démocratie ?

LE PRESIDENT - Mais, M. Chavannes, ce n'est pas un membre de l'Union européenne ! A Helsinki, nous avons accepté le principe de la candidature de la Turquie, mais naturellement lorsqu'elle remplira toutes les conditions, économiques cela va de soi, mais aussi politiques, ce que l'on appelle les critères de Copenhague.

QUESTION - Si l'Etat-membre qu'est l'Autriche se retrouve maintenant au banc des accusés, quelles sont les chances pour les pays candidats de franchir l'examen de passage ?

LE PRESIDENT - Pour entrer dans l'Union, il y a des conditions, il y a des règles du jeu. Alors il y a ceux qui les respectent, qui peuvent entrer, il y a ceux qui ne les respectent pas, ils ne peuvent pas entrer. Ces critères politiques, je le répète, ce sont les critères de Copenhague, qui excluent l'extrémisme et l'intolérance. Je recevais cette semaine le Premier ministre de la République tchèque qui m'a dit : "moi, j'ai immédiatement soutenu la déclaration des Quatorze concernant l'Autriche". Hélas pour son peuple, le Premier ministre tchèque sait de quoi il parle.

l'Autriche. Mais pour son peuple, le Premier ministre tchèque sait de quoi il parle.

Nous avons des institutions, la Commission, le Conseil qui sont là pour juger si les règles sont respectées ou non. Je suis favorable à l'élargissement.

QUESTION - La France a toujours dit : l'élargissement d'accord, à condition de réformer d'abord les institutions européennes. Jusqu'à présent, peu de choses ont été faites dans ce domaine. Est-ce qu'en réalité cela veut dire que vous n'êtes pas très pressé d'élargir ?

LE PRESIDENT - Non, je dirai que c'est presque le contraire. La France et moi en particulier, et depuis très longtemps, a toujours été favorable à l'élargissement, c'est-à-dire à la reconstitution d'une famille européenne de plus en plus large à la fois démocratique et pacifique et prospère. La France a considéré comme d'ailleurs tous ses partenaires, que nous étions arrivés avec Quinze pays à la limite des possibilités de gestion et qu'au-delà on arriverait à des blocages, et qu'il était donc essentiel de réformer les institutions. C'était une ambition que nous avions tous depuis longtemps et qui aurait pu se faire au Sommet d'Amsterdam. Ce Sommet d'Amsterdam a été un grand succès grâce à la présidence hollandaise.

QUESTION - Vous êtes trop aimable

LE PRESIDENT - C'est vrai, c'est ainsi que nous le voyons. Mais en dépit de ce succès, un certain nombre de réformes importantes n'ont pas été faites, concernant la Commission, la pondération des voix, concernant la décision à l'unanimité ou à la majorité. Et l'on a dit, cela nous le ferons après. La mission qui a été, je dirai, presque officiellement, pas officieusement, donnée à la France, c'est d'assurer cette réforme pendant sa présidence, c'est-à-dire avant la fin de cette année.

Cela ne retarde naturellement en rien l'entrée des candidats. De ce point de vue, les positions des Pays-Bas et de la France sont très proches.

QUESTION - La politique de défense européenne est entrée dans une phase d'accélération depuis le sommet franco-britannique de Saint-Malo. La nouvelle attitude britannique a-t-elle permis de réaliser un vieux rêve français ?

LE PRESIDENT - La France a toujours été favorable à ce que l'Europe ait une capacité de défense. Je tiens à dire tout de suite, pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté, que ceci n'est en rien une mise en cause de l'OTAN. Cela ne touche en rien aux liens entre l'Europe et les Etats-Unis. Simplement, l'Europe, qui est maintenant la première puissance économique du monde, doit avoir les moyens, si elle le juge nécessaire parce que ses intérêts sont en cause, d'intervenir militairement, même s'il s'agit d'un problème qui n'intéresse pas les Etats-Unis. Et d'ailleurs, je pense qu'une défense européenne est un élément qui renforce la défense atlantique, et pas un élément qui l'affaiblit.

Alors, à partir de là, nous avons pris une initiative franco-britannique à laquelle, petit à petit, les autres pays européens se sont ralliés. Et, s'agissant des Pays-Bas, qui ont une puissance militaire, je souhaite beaucoup que nous puissions renforcer nos liens et nos approches dans le domaine militaire. Mes entretiens avec le Premier ministre Wim Kok ont fait apparaître un rapprochement constant de nos points de vue.

QUESTION - La France a-t-elle trouvé un nouvel équilibre entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, permettant de faire avancer cette défense européenne ?

LE PRESIDENT - Peut-être, oui, je crois qu'on peut dire cela.

QUESTION - Cela a-t-il changé l'équilibre politique entre la France et l'Allemagne ?

LE PRESIDENT - Non, notre relation avec la Grande-Bretagne est toujours aussi bonne. Mais l'amitié franco-allemande est un élément essentiel de la cohésion européenne. Je souhaite que notre relation avec tous les pays de l'Union, mais en particulier avec les principaux pays, les Pays-Bas, l'Espagne, l'Italie, et d'autres naturellement, se renforce petit à petit. Cela aussi, c'est un des objectifs de ma visite.

QUESTION - En 1996/97, vous avez voulu que la France réintègre la structure militaire de l'OTAN, dont le Général de Gaulle était sorti. Cela a été rejeté. Qu'est-ce qui n'a pas marché ?

LE PRESIDENT - Nous l'avons envisagé, mais à certaines conditions. Et ces conditions n'ont pas été acceptées par nos partenaires. Et nous avons décidé de maintenir le statu quo. Cela marche très bien comme cela. La France conserve très largement son autonomie de décision et elle a ses

propres moyens qui lui permettent d'intervenir quand et comme elle le souhaite. Nous ne sommes pas demandeurs de changement dans ce domaine. Du moment que la situation est bonne, que la coopération entre nous et l'OTAN est très bonne et qu'il n'y a pas de problème.

QUESTION - Quand la défense européenne pourra-t-elle affronter par ses propres moyens un nouveau Kosovo ?

LE PRESIDENT - Tout dépend de la nature, de l'ampleur, de la crise et, bien sûr, de l'intérêt que les Américains peuvent y porter. Je pense que l'Europe sera prête dans cinq ans à mettre en oeuvre et à projeter des moyens militaires suffisants pour pouvoir assurer la gestion d'une crise par elle-même, si ses intérêts le commandent.

QUESTION - Cela est-il compatible avec les budgets de défense actuels ?

LE PRESIDENT - Je suis, je ne vous le cache pas, un peu inquiet de voir le niveau, au total très faible, de l'effort de défense de l'ensemble de l'Union européenne, si on le compare naturellement avec l'effort de défense américain. Pourrait-on prendre au sérieux une politique de défense qui attendrait que l'essentiel lui vienne de l'extérieur ? Je pense que dans ce domaine les Européens seraient bien inspirés de faire un effort. Mais pour le moment on assiste plutôt à une baisse de cet effort qu'à la croissance. Je crois que c'est une erreur.

QUESTION - La France et la Grande-Bretagne se situent toujours à un niveau relativement élevé. Suffisant ?

LE PRESIDENT - Je ne crois pas que l'on puisse dire que le niveau est relativement élevé. Je crois que nous sommes vraiment au niveau minimum. Les Britanniques sont un peu au-dessus. Je crois que, globalement, il est de l'intérêt de l'Europe, pour l'avenir, d'avoir des moyens de défense suffisants. Je ne suis pas sûr que ce soit le cas aujourd'hui.

QUESTION - Vous avez reproché au Congrès américain son isolationnisme lorsqu'il a refusé de ratifier en novembre le CTBT. L'Europe est-elle obligée de mieux se protéger ?

LE PRESIDENT - Je ne sais pas ce que réserve l'Histoire. Il vaut mieux toujours compter sur soi-même que sur les autres lorsqu'il s'agit de ses intérêts. La prochaine Présidence française de l'Union européenne aura ainsi pour objectif l'élaboration de l'Europe de la défense.

De même, nous espérons mener à bien la réforme des institutions, préalable à l'élargissement. A côté de cela, nous souhaitons répondre à un certain nombre d'attentes des citoyens européens. Parmi ces attentes, naturellement, tout ce qui touche à la croissance, à l'emploi et donc à l'innovation, tout ce qui concerne les jeunes, les universités, la recherche. Et enfin, ce sont deux domaines qui nous préoccupent de plus en plus, nous, les européens, la sécurité alimentaire et l'environnement.

QUESTION - Etes-vous satisfait de l'économie européenne ? Le cours de l'Euro est-il une cause d'inquiétude pour vous ?

LE PRESIDENT - La croissance est bien partie maintenant. Sur le cours de l'Euro, je ne me fais pas beaucoup de soucis. Il a des marges d'appréciation très importantes. L'Euro est un élément essentiel de la cohésion et de la puissance économique de l'Europe.

QUESTION - Etes-vous satisfait du rôle de la BCE jusqu'à présent ?

LE PRESIDENT - La BCE fait de l'excellent travail.

QUESTION - Prévoyez-vous toujours que le Président Duisenberg abandonnera son mandat à mi-course pour céder la place à son collègue français Trichet ?

LE PRESIDENT - Pas de commentaires

QUESTION - Vous êtes la meilleure source pour répondre à cette question : quelle est l'actualité du gaullisme ?

LE PRESIDENT - Vous pourriez le demander à n'importe qui. Vous savez ma famille politique est composée de gens qui ne sont en aucun cas les descendants du Général de Gaulle.

Le Général de Gaulle appartient à tous les Français et personne ne peut le revendiquer à lui tout seul. Il a marqué un moment de l'histoire de notre pays, il a incarné de manière exemplaire toutes les valeurs de la France. Et ceux qui se disent aujourd'hui Gaullistes sont les disciples du Général de Gaulle. Des disciples, avec tout ce que cela suppose d'indépendance du maître par rapport aux disciples.

Mais je crois que les idées qu'il a incarnées s'inscrivaient dans un moment de l'Histoire. Les idées qu'il a incarnées restent pour beaucoup de Français des idées essentielles, qu'il s'agisse de l'indépendance et de la grandeur de la France, qu'il s'agisse des Droits de l'homme et du respect que l'on doit à l'Homme.

Vous observerez d'ailleurs que c'est là une caractéristique qui est au moins autant néerlandaise que française. Nos deux pays, la Hollande et la France, sont deux pays du groupe de tête de l'Europe, deux des premiers fondateurs de la construction européenne. Ils appartiennent tout de même, d'une certaine façon, à une même pensée fondamentale. Ce qui fait que nous sommes les uns et les autres parfois un peu susceptibles, mais cela ne nous empêche pas d'être en réalité des amis. Parce que nous sommes des amis, des amis sûrs.